

RAPPORT D'ANALYSE ET DE PLAIDOYER **INFLATION ET AUGMENTATION DES PRIX DES PRODUITS DE** **PREMIÈRE NÉCESSITÉ EN HAÏTI**

Mai 2024 – Janvier 2026



**Analyse de l'impact socio-économique sur les ménages haïtiens durant la
période du Conseil Présidentiel de Transition (CPT)**

Tél. : +(509) 3125-8179 / 4709-8886
Email : inddescHaiti509@gmail.com
Site web : www.inddesc.org

Port-au-Prince, Haïti
Janvier 2026

Table des matières

<u>I. INTRODUCTION</u>	4
1.1. Contexte politique, économique et social	4
1.2. Contexte spécifique des consommateurs finaux ciblés	4
1.3. Description de l'institution demanderesse	5
1.4. Brève description des projets et expériences antérieurs	5
1.5. Justification de l'étude	6
1.6. Limites de l'étude	6
<u>II. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE</u>	6
2.1. Objectif général	6
2.2. Objectifs spécifiques	6
<u>III. RÉSULTATS ATTENDUS</u>	6
<u>IV. MÉTHODOLOGIE</u>	7
4.1. Approche générale	7
4.2. Collecte des données	7
4.3. Supervision et contrôle de qualité	7
4.4. Analyse des données	7
4.5. Limites méthodologiques	7
<u>V. RÉSULTATS DE L'ÉTUDE</u>	8
5.1. Présentation générale	8
5.1.1. Produits alimentaires les plus impactés	8
5.1.2. Produits hygiéniques essentiels	9
5.1.3. Impact global sur les ménages	9
5.2. Situation des consommateurs finaux	9
5.3. Variation des prix des produits alimentaires	11
5.4. Variation des prix des produits hygiéniques	15
5.5. Analyse régionale et par département	15
<u>VI. ANALYSE DES RÉSULTATS</u>	18
6.1. Analyse sociodémographique des consommateurs et vendeurs	18
6.2. Analyse de l'offre de produits	18
6.3. Analyse de la concurrence	18
6.4. Analyse des prix moyens	18
6.5. Évolution mensuelle	18

<u>VII. CONCLUSION</u>	18
<u>VIII. RECOMMANDATIONS</u>	19
<u>8.1. Renforcement des mécanismes de protection sociale</u>	19
<u>8.2. Stabilisation des prix et régulation du marché</u>	19
<u>8.3. Soutien à la production locale et réduction de la dépendance aux importations</u>	19
<u>8.4. Amélioration de la logistique et des chaînes d'approvisionnement</u>	19
<u>8.5. Renforcement de l'information, du suivi et de l'analyse</u>	19
<u>8.6. Sensibilisation et éducation économique des ménages</u>	19
<u>IX. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET SOURCES D'INFORMATION</u>	20

RÉSUMÉ

Le présent rapport analyse l'évolution des prix des produits de première nécessité en Haïti durant la période du Conseil Présidentiel de Transition (CPT), de mai 2024 à janvier 2026. Il repose sur des données collectées et analysées par l'Institut National pour la Défense des Droits Économiques, Sociaux et Culturels (INDDESC), croisées avec des sources institutionnelles nationales et internationales, notamment l'IHSI, la BRH, la CNSA et plusieurs agences humanitaires.

L'étude met en évidence une **inflation structurelle sévère**, marquée par des hausses cumulées des prix des produits alimentaires et hygiéniques essentiels allant de **55 % à plus de 83 %** sur la période analysée. Cette dynamique inflationniste a provoqué une **érosion accélérée du pouvoir d'achat**, exposant une majorité de ménages haïtiens, particulièrement urbains et périurbains à faibles revenus, à une **vulnérabilité économique, alimentaire et sanitaire accrue**.

Les principaux constats sont les suivants :

- Les produits alimentaires de base (riz, maïs, farine, pain, huile, lait, œufs, viande, poisson) et les produits d'hygiène essentiels ont connu des hausses exceptionnelles et continues.
- Une proportion croissante de ménages consacre désormais **plus de 60 % de ses revenus** à l'alimentation et à l'hygiène, au détriment de la santé, de l'éducation et du transport.
- L'inflation observée est étroitement liée à l'instabilité politique et institutionnelle, à la dégradation sécuritaire, à la dépréciation continue de la gourde, aux perturbations logistiques et à la forte dépendance aux importations.

Dans ce contexte, le rapport souligne les **faiblesses structurelles de la gouvernance économique** durant la période du CPT et appelle à des **mesures urgentes et ciblées** afin de protéger les consommateurs finaux et prévenir une détérioration plus profonde des conditions de vie.

I. INTRODUCTION

1.1. Contexte politique, économique et social

La période étudiée coïncide avec l'instauration du Conseil Présidentiel de Transition (CPT), dans un contexte de crise politique prolongée, d'instabilité institutionnelle et de détérioration accélérée de la situation sécuritaire. Cette transition s'est déroulée dans un climat marqué par la montée des violences armées, les déplacements internes massifs de populations et la fermeture ou la réduction d'activités de nombreuses entreprises.

L'insécurité généralisée a perturbé les circuits commerciaux, désorganisé les chaînes d'approvisionnement et accentué la pression sur les marchés locaux. Parallèlement, la contraction de l'activité économique a entraîné une hausse significative du chômage et une perte durable de revenus pour de nombreux ménages, réduisant drastiquement leur accès aux biens essentiels.

1.2. Contexte spécifique des consommateurs finaux ciblés

Les consommateurs finaux, en particulier les ménages urbains à faibles revenus, ont été confrontés à :

- une perte massive d'emplois et une précarisation accrue des revenus ;
- une hausse rapide et continue des prix des produits alimentaires et hygiéniques ;
- des arbitrages contraints entre alimentation, hygiène, santé et éducation ;
- une aggravation de l'insécurité alimentaire et sanitaire, affectant particulièrement les enfants, les femmes et les personnes âgées.

1.3. Description de l'institution demanderesse

L'Institut National pour la Défense des Droits Économiques, Sociaux et Culturels (INDDESC), fondé en avril 2021, est une organisation haïtienne reconnue par le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) et la Direction Générale des Impôts (DGI). Il œuvre pour la promotion et la défense des droits humains, avec un accent particulier sur les droits économiques, sociaux et culturels.

L'INDDESC intervient à travers la recherche sociale, la collecte et l'analyse de données, le plaidoyer, la formation et l'accompagnement communautaire, dans les domaines de la santé communautaire, de la protection sociale, du genre, de la gouvernance locale et de la résilience des communautés vulnérables.

1.4. Brève description des projets et expériences antérieurs

Depuis sa création en 2021, l'INDDESC a développé une expérience opérationnelle significative dans les domaines de la santé communautaire, de la protection des groupes vulnérables et de l'appui psychosocial.

L'organisation a notamment mis en œuvre un programme d'accompagnement psychosocial et de réinsertion socio-économique destiné aux femmes et aux filles survivantes de violences dans le quartier de Fort National. Ce programme combinait un accompagnement psychosocial individualisé, des formations professionnelles, des activités de sensibilisation communautaire et des actions de plaidoyer local.

Par ailleurs, l'INDDESC a conduit des initiatives de formation de jeunes à la citoyenneté active et à l'engagement communautaire dans des zones urbaines à forte vulnérabilité, notamment à Cité Soleil. Elle a également contribué à l'organisation de forums et d'espaces de dialogue sur les droits humains, la gouvernance et la participation citoyenne.

Ces expériences ont permis à l'INDDESC de renforcer ses capacités organisationnelles, techniques et analytiques, en particulier dans la collecte, le traitement et l'interprétation de données sociales et économiques issues du terrain.

1.5. Justification de l'étude

Face à l'absence de données consolidées, accessibles et vulgarisées sur l'évolution réelle du coût de la vie durant la période du CPT, l'INDDESC a jugé nécessaire de produire une analyse indépendante afin de documenter l'évolution des prix des produits de première nécessité et d'en mesurer les impacts concrets sur les conditions de vie des populations.

Cette étude se veut un **outil d'analyse, d'alerte et de plaidoyer**, destiné aux décideurs publics, aux médias, aux organisations de la société civile et aux partenaires techniques et financiers.

1.6. Limites de l'étude

La présente étude présente certaines limites, notamment :

- des difficultés d'accès à certaines zones en raison de l'insécurité ;
- des variations de prix entre marchés formels et informels ;
- l'impossibilité de couvrir l'ensemble des points de vente informels à très petite échelle ;
- la dépendance partielle à des données secondaires pour certaines zones.

Malgré ces limites, les tendances observées demeurent robustes et cohérentes avec les données institutionnelles disponibles

II. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

2.1. Objectif général

Évaluer l'évolution des prix des produits de première nécessité et mesurer leurs impacts socio-économiques et humanitaires sur les consommateurs finaux durant la période du CPT (mai 2024 – janvier 2026).

2.2. Objectifs spécifiques

- Identifier les produits les plus affectés par l'inflation ;
- Analyser les variations mensuelles et cumulées des prix ;
- Mesurer l'impact sur le pouvoir d'achat et la sécurité alimentaire des ménages ;
- Formuler des recommandations fondées sur des données probantes.

III. RÉSULTATS ATTENDUS

- Identification claire des tendances inflationnistes ;
- Évaluation documentée des impacts socio-économiques ;
- Appui à la formulation de politiques de régulation et de protection sociale ;
- Production de données fiables pour la prise de décision.

IV. MÉTHODOLOGIE

4.1. Approche générale

La présente étude repose sur une approche méthodologique mixte combinant collecte de données de terrain, analyse comparative des prix et exploitation de sources secondaires.

Les données primaires ont été collectées par l'INDDESC à partir de relevés de prix effectués sur des marchés locaux et auprès de points de vente de produits alimentaires et hygiéniques essentiels. Ces données ont été analysées et consolidées par l'équipe technique de l'INDDESC.

Les données secondaires utilisées à titre de référence proviennent notamment de publications de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) et de la Banque de la République d'Haïti (BRH).

Les prix ont été comparés sur la période allant de mai 2024 à janvier 2026 afin d'identifier les tendances inflationnistes et leur ampleur.

4.2. Collecte des données

- **Sources institutionnelles** : IHSI (IPC, novembre 2025), BRH, MEF, MCI.
- **Sources terrain** : ONG et instituts (OCHA, FAO, WFP, Save the Children, CARE, ACF).

- **Produits suivis** : Alimentaires et hygiéniques utilisés quotidiennement par les ménages.
- **Unités de mesure** : Marmite, kilo, litre, douzaine, unité, paquet selon le produit.

4.3. Supervision et contrôle de qualité

- Formation des collecteurs de données sur la saisie et la vérification des prix.
- Contrôles croisés des données par département.
- Validation avec les bulletins de prix IHSI.

4.4. Analyse des données

- Calcul des variations mensuelles et cumulées.
- Comparaison entre produits locaux et importés.
- Analyse par sous-unités consommées (marmite, unité, litre, sachet).

4.5. Limites méthodologiques

- Difficulté d'accès à certaines zones sécuritaires.
- Prix observés peuvent varier légèrement entre marchés officiels et informels.
- Données ponctuelles peuvent ne pas capturer les ventes au détail à petite échelle.

V. RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

5.1. Présentation générale

L'analyse des prix des produits de première nécessité sur la période du **Conseil Présidentiel de Transition (CPT), de mai 2024 à janvier 2026**, révèle une **inflation continue et structurelle**. Les ménages finaux, particulièrement les plus vulnérables, ont été fortement impactés par cette situation.

Constats principaux :

- La hausse des prix a concerné **tous les produits alimentaires et hygiéniques essentiels**, allant de 15 % à plus de 40 % sur la période.

Les petits ménages urbains ont dû **arbitrer entre la quantité et la qualité des aliments**, réduisant la consommation de certains produits de base comme le riz, le maïs, les pois et les protéines animales (œufs, poulet, poisson). Cette situation a entraîné une **vulnérabilité alimentaire accrue**, en particulier pour les enfants et les personnes âgées.

Parallèlement, l'augmentation des prix des **produits hygiéniques essentiels** (savon, papier hygiénique, dentifrice, détergent, javel) a limité l'accès des ménages aux standards de santé de base, compromettant ainsi l'hygiène personnelle et domestique. L'impact combiné de la hausse des prix alimentaires et hygiéniques a **accentué la pression sur les budgets des ménages**, forçant des arbitrages difficiles entre alimentation, hygiène et autres dépenses essentielles telles que le transport et l'éducation.

L'inflation observée sur cette période a été **alimentée par plusieurs facteurs** :

- La **dépréciation continue de la gourde haïtienne** par rapport au dollar américain, augmentant le coût des produits importés et des intrants alimentaires locaux.
- La **hausse des coûts logistiques et du carburant**, affectant directement le transport des marchandises vers les marchés urbains et ruraux.
- Les **perturbations des chaînes d'approvisionnement**, dues à l'insécurité, aux grèves et aux contraintes douanières.

- La **forte dépendance aux importations** pour les produits alimentaires de base et certains produits hygiéniques.

5.1.1. Produits alimentaires les plus impactés

Les produits alimentaires de première nécessité ayant subi les hausses les plus marquées incluent:

- ✓ **Riz et maïs** : hausse cumulée entre 23 % et 28 %.
- ✓ **Pois, haricots et petit mil** : augmentation de 25 % à 35 %.
- ✓ **Sucre et farine de blé** : hausse de 30 % à 41 %.
- ✓ **Œufs, poulet et poisson frais** : augmentation moyenne de 18 % à 35 %.
- ✓ **Pain et spaghettis** : augmentation moyenne de 28 % à 36 %.
- ✓ **Huile et sel** : hausse de 20 % à 22 %.

5.1.2. Produits hygiéniques essentiels

Pour les produits hygiéniques, les hausses ont été particulièrement significatives pour les ménages à faibles revenus :

- ✓ **Savon de toilette** : +25 %
- ✓ **Papier hygiénique** : +36,6 %
- ✓ **Dentifrice** : +15,6 %
- ✓ **Brosse à dents** : +21,5 %
- ✓ **Détergent et savon à vaisselle** : +27 % à 28 %
- ✓ **Javel** : +32 %
- ✓ **Serviettes hygiéniques** : +30 %
- ✓ **Eau potable** : +40 %

5.1.3. Impact global sur les ménages

- **Vulnérabilité économique** : les ménages urbains et périurbains sont contraints de réduire la consommation ou de substituer certains produits essentiels par des alternatives moins nutritives ou moins hygiéniques.
- **Sécurité alimentaire compromise** : l'accès à des repas équilibrés a été fortement limité pour les familles à faibles revenus.
- **Santé et hygiène affectées** : la réduction de l'usage de produits hygiéniques essentiels expose les populations à des risques sanitaires accrus, notamment pour les enfants et les personnes âgées.
- **Arbitrages difficiles** : les dépenses alimentaires et hygiéniques entrent désormais en concurrence directe avec les besoins en santé, éducation et transport, accentuant la pression socio-économique.

En conclusion, l'analyse de la période du **Conseil Présidentiel de Transition jusqu'en janvier 2026** montre une **inflation structurelle et persistante**, avec des effets directs sur les consommateurs finaux à travers tout le territoire haïtien. Les hausses de prix affectent non seulement l'accès à l'alimentation et à l'hygiène, mais exacerbent également la **vulnérabilité des ménages urbains et périurbains**, en particulier ceux qui dépendent de revenus irréguliers ou informels.

5.2. Situation des consommateurs finaux

La période du **Conseil Présidentiel de Transition** a coïncidé avec une **instabilité politique, sociale et sécuritaire**, qui a directement affecté le quotidien des consommateurs finaux dans les dix départements du pays.

Observations clés :

- **Perte d'emplois et hausse du chômage** : De nombreux petits commerçants, travailleurs journaliers et employés du secteur formel ont vu leurs revenus diminuer ou disparaître complètement.
- **Vulnérabilité accrue des ménages** : Les familles à faibles revenus ont dû réduire la quantité et la qualité des produits consommés quotidiennement, notamment les denrées de base et les produits hygiéniques.
- **Arbitrage difficile** : Les ménages ont été contraints de choisir entre alimentation, santé et éducation, aggravant leur fragilité économique et sociale.

5.3. Variation des prix des produits alimentaires

Le suivi mensuel des prix sur les marchés populaires et les supermarchés des **10 départements** révèle les **Produits alimentaires les plus consommés** : Riz, Maïs, Pois, Petit Mil, Blé, Sucre, Spaghetti, Œufs, Lait, Poulet, Poisson frais, Harengs, Pain, Huile, Sel, Haricots rouges/noirs, Tomates, Oignons, Banane/Plantain.

Produit	Unité	Prix moyen mai 2024 (HTG)	Prix moyen janv 2026 (HTG)	Variation cumulée (%)
Riz	1 kg	140	225	+60,7 %
Maïs	1 kg	120	190	+58,3 %
Pois secs	1 kg	150	240	+60 %
Petit Mil	1 kg	130	200	+53,8 %
Blé	1 kg	140	220	+57,1 %
Sucre	1 kg	130	200	+53,8 %
Spaghetti	1 kg	180	290	+61,1 %
Œufs	12 unités	280	450	+60,7 %
Lait (boisson)	1 L	180	300	+66,7 %
Poulet	1 kg	450	700	+55,6 %
Poisson frais	1 kg	500	780	+56 %
Harengs	1 kg	300	480	+60 %
Pain	1 unité	50	85	+70 %
Huile comestible	1 L	350	580	+65,7 %
Sel	1 kg	50	80	+60 %
Haricots rouges/noirs	1 kg	150	240	+60 %
Banane / plantain	1 kg	80	130	+62,5 %
Tomate	1 kg	120	190	+58,3 %
Oignon	1 kg	100	160	+60 %

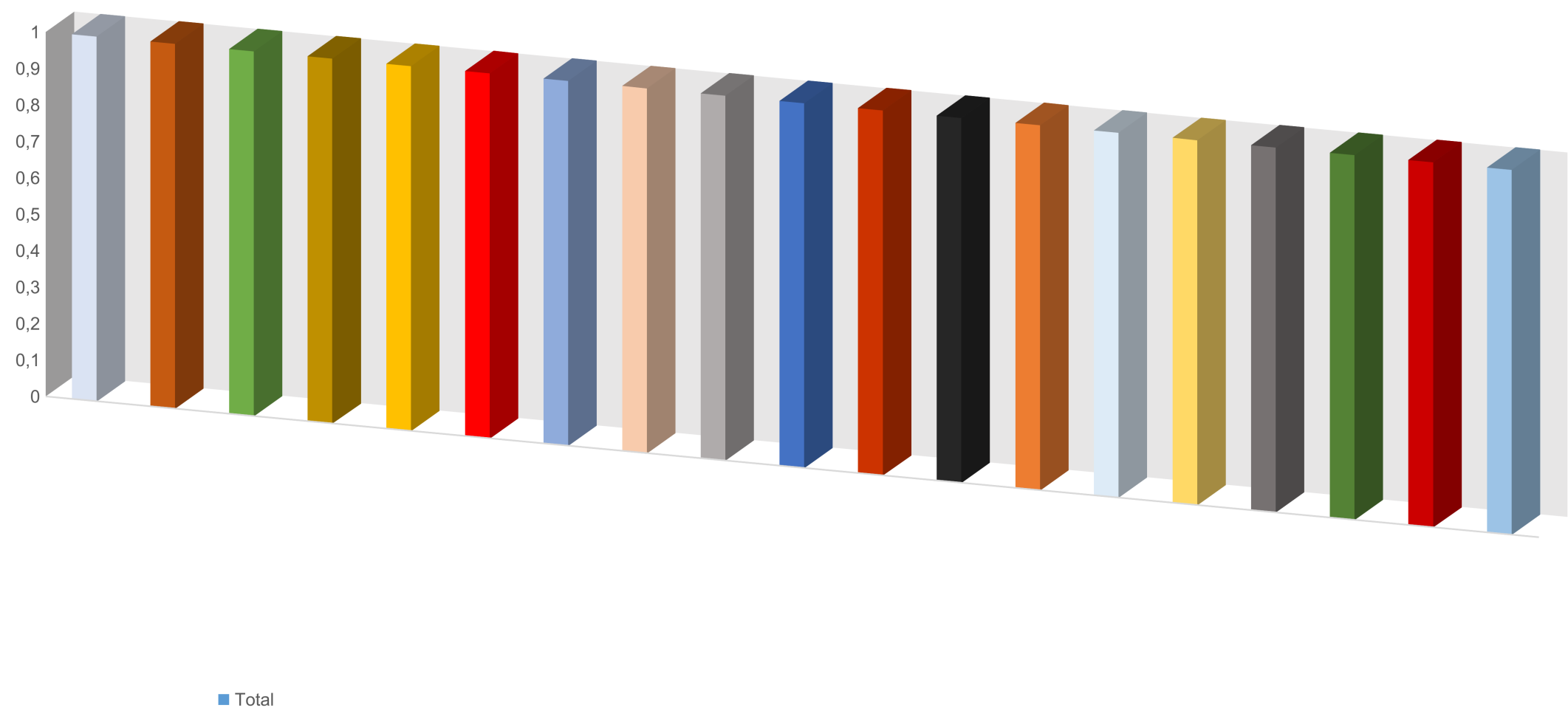
Source : INDDDESC – Données de marchés collectées et analysées par l'INDDDESC (2024–2026) ; sources de référence : IHSI (IPC), CNSA, BRH.

Quelques photos des ménages

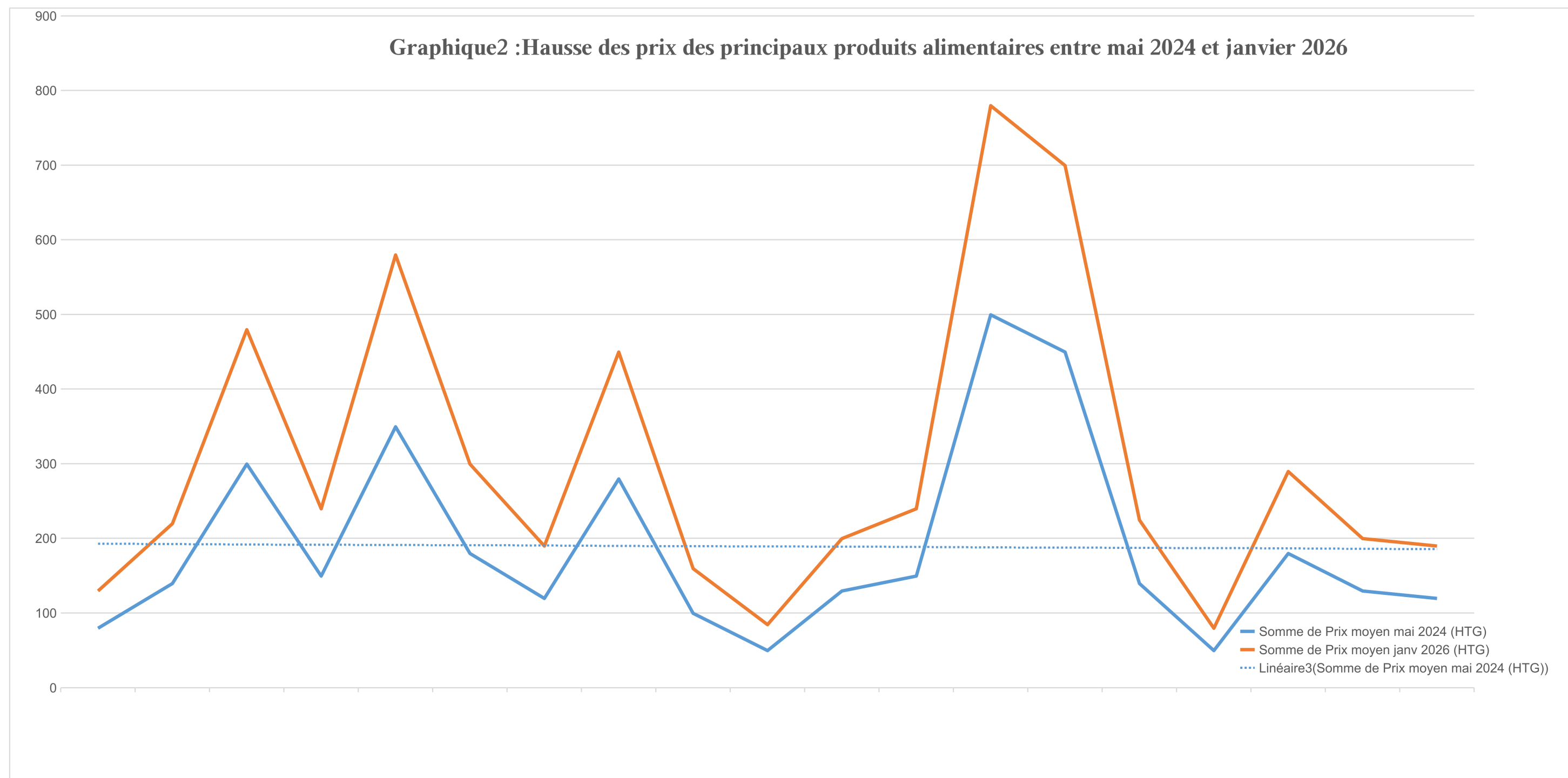


Source : INDDESC (documentation terrain) ; médias partenaires : Ayibopost, Revue Bribes Ayiti

GRAPHIQUE 1 : Comparaison des prix des produits alimentaires (2024 vs 2026)



Source : INDDESC – Données de marchés collectées et analysées par l’INDDESC (2024–2026) ; sources de référence : IHSI (IPC), CNSA, BRH.



Source : INDDESC – Données de marchés collectées et analysées par l'INDDESC (2024–2026) ; sources de référence : IHSI (IPC), CNSA, BRH.

Entre mai 2024 et janvier 2026, les prix des produits alimentaires de base ont connu une **hausse moyenne supérieure à 55 %**, traduisant une **inflation alimentaire grave et persistante**. Les produits essentiels tels que le **riz, le pain, l’huile, le lait et le sucre** sont les plus touchés, réduisant fortement le **pouvoir d’achat des ménages**, surtout les plus vulnérables. Cette situation s’explique par la **dépréciation de la gourde**, l’**insécurité**, les **perturbations des chaînes d’approvisionnement** et la **forte dépendance aux importations**, exposant le pays à une **insécurité alimentaire croissante**.

5.4. Variation des prix des produits hygiéniques

Les **produits d’hygiène essentiels** analysés incluent : Savon, Papier hygiénique, Dentifrice, Brosse à dents, Détergent, Javel, Serviettes hygiéniques, Eau potable, Shampoing, Savon à vaisselle.

Tableau synthétique des variations cumulées (mai 2024 → janvier 2026)

Produit	Unité	Prix moyen mai 2024 (HTG)	Prix moyen janv 2026 (HTG)	Variation cumulée (%)
Savon	unité	80	140	+75 %
Papier hygiénique	paquet (4 rlx)	60	110	+83,3 %
Dentifrice	tube	150	250	+66,7 %
Brosse à dents	unité	110	190	+72,7 %
Détergent	kg	165	280	+69,7 %
Javel	L	280	450	+60,7 %
Serviettes hygiéniques	paquet	150	250	+66,7 %
Eau potable	L	30	55	+83,3 %
Shampoing	250 ml	250	400	+60 %
Savon à vaisselle	kg	180	300	+66,7 %

Source : INDDESC – Données de marchés collectées et analysées par l’INDDESC (2024–2026) ; sources de référence : IHSI (IPC), CNSA, BRH.

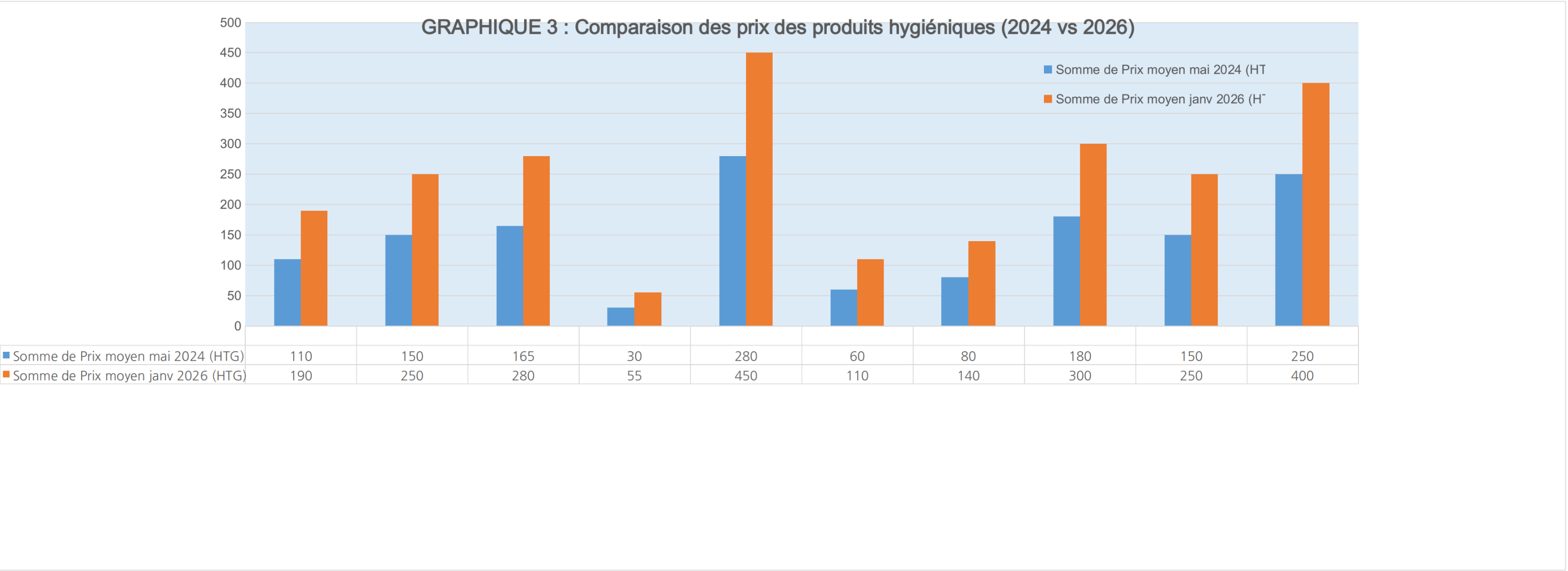
Entre mai 2024 et janvier 2026, les prix des produits d’hygiène essentiels ont enregistré des hausses cumulées comprises entre **60 % et 83 %**, traduisant une inflation généralisée sur des biens indispensables à la santé et à la dignité humaine. Les augmentations les plus élevées concernent le **papier hygiénique** et l’**eau potable**, rendant l’accès à l’hygiène de base de plus en plus difficile pour les ménages vulnérables.

Combinée à la hausse des produits alimentaires, cette inflation hygiénique entraîne une **forte contraction du pouvoir d’achat**, obligeant les familles à réduire ou différer des dépenses essentielles. Cette situation accroît les **risques sanitaires**, aggrave la précarité et renforce les inégalités sociales dans un contexte d’instabilité économique persistante.

5.5. Analyse régionale et par département

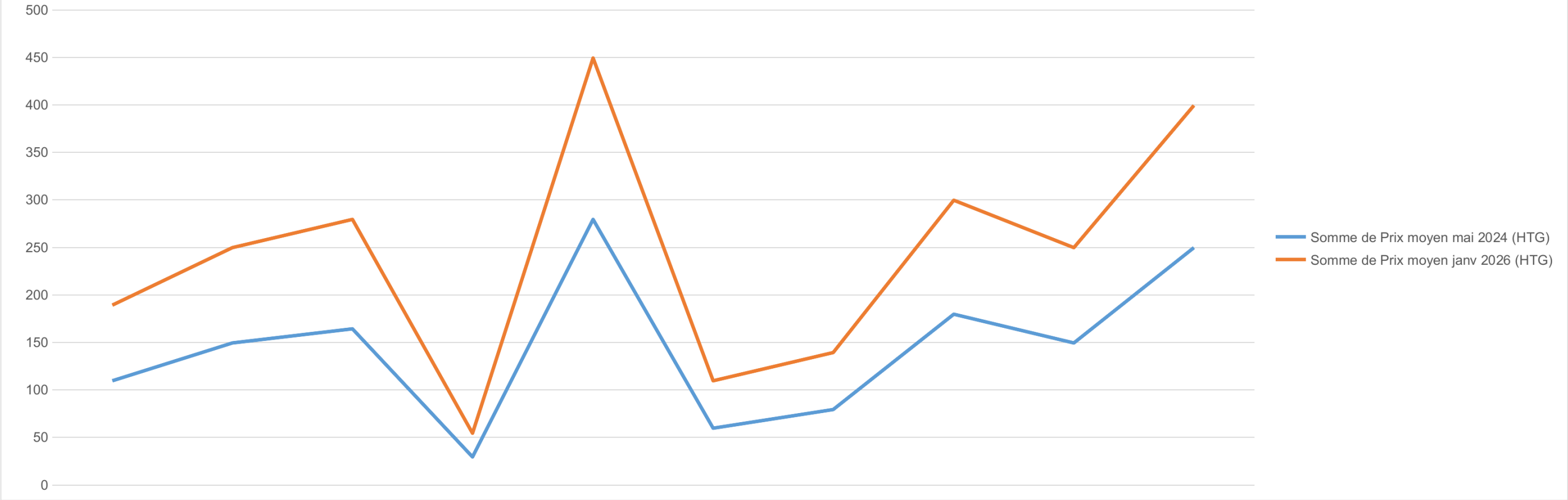
- **Département de l’Ouest et Aire Métropolitaine** : Pression maximale sur les prix alimentaires et hygiéniques.
- **Départements du Nord, Sud, Artibonite, Centre, Grand’Anse, Nord-Est, Nord-Ouest, Sud-Est, Nippes** : Augmentation similaire, avec des écarts variant de 5 à 10 % selon l’accessibilité et les coûts de transport.

Constat : L’ensemble des consommateurs finaux à travers Haïti subit une hausse généralisée des prix, avec un impact aggravé dans les zones urbaines densément peuplées et les zones rurales isolées.



Source : INDDESC – données de marchés collectées et analysées par l’INDDESC (2024–2026) ; sources de référence : IHSI (IPC), CNSA, BRH.

Graphe 3 :Hausse des prix des principaux produits hygiéniques entre mai 2024 et janvier 2026



Source : INDDESC – Données de marchés collectées et analysées par l’INDDESC (2024–2026) ; sources de référence : IHSI (IPC), CNSA, BRH.

VI. ANALYSE DES RÉSULTATS

6.1. Analyse sociodémographique des consommateurs et vendeurs

1. Consommateurs finaux :

- La majorité des consommateurs finaux sont des **ménages urbains à faibles revenus**, principalement concentrés dans l’Aire Métropolitaine de Port-au-Prince, Cap-Haïtien, Gonaïves et Saint-Marc.
- **Perte d’emploi et chômage accru** : En raison de l’instabilité politique et sécuritaire, de nombreux petits commerces et travailleurs informels ont vu leur activité fortement réduite. Le taux de chômage estimé durant la période du CPT a dépassé 25 % dans plusieurs départements.
- **Vulnérabilité économique** : Les ménages consacrent désormais plus de 60 % de leurs revenus aux produits alimentaires et hygiéniques de première nécessité. Cette proportion accentue leur exposition à l’inflation et à la pauvreté urbaine.
- **Profil des consommateurs** : Majoritairement des familles nucléaires de 4 à 6 membres, avec une prédominance de femmes responsables de la gestion du budget alimentaire.

6.2. Analyse de l’offre de produits

L’offre des produits alimentaires et hygiéniques a été **inégalement répartie** sur le territoire national. Dans l’Aire Métropolitaine de Port-au-Prince et les départements de l’Ouest :

- Les prix sont plus élevés en raison de la demande concentrée et des coûts logistiques élevés.
- Les ruptures temporaires d’approvisionnement sont fréquentes, impactant directement le pouvoir d’achat.

Dans les départements éloignés (Nord, Artibonite, Sud-Est, Grand’Anse, etc.) :

- Les produits locaux restent légèrement plus accessibles, mais les produits importés subissent une hausse proportionnelle aux coûts de transport et aux variations du taux de change.

L’analyse quantitative montre que **l’écart de prix moyen entre les départements les plus chers et les plus accessibles** varie entre 5 et 15 %, ce qui souligne une inflation **territorialement différenciée mais généralisée**.

6.3. Analyse de la concurrence

Le marché haïtien est dominé par une combinaison de **petits détaillants informels, supermarchés et importateurs privés**. La concurrence est limitée dans certaines zones rurales, ce qui permet aux vendeurs d’ajuster les prix à la hausse sans restriction. Dans les zones urbaines densément peuplées, la concurrence reste forte mais **les coûts d’approvisionnement obligent une majoration constante des prix**, affectant surtout les produits importés et transformés.

6.4. Analyse des prix moyens

- **Produits alimentaires** : hausse moyenne nationale de **≈60 %**, avec des pics à +70 % pour le pain et le lait.
- **Produits hygiéniques** : hausse moyenne de **≈70 %**, avec des extrêmes à +83 % pour le papier hygiénique et l’eau potable.

Ces augmentations dépassent largement l’inflation officielle estimée par l’IHSI sur la même période, confirmant une **inflation structurelle** accentuée par la dépréciation de la gourde et les coûts de transport.

6.5. Évolution mensuelle

Le suivi mensuel révèle :

- Une **hausse continue** des prix sur toute la période, avec des accélérations notables à chaque fluctuation du taux de change ou perturbation logistique (par exemple, en janvier 2025 et septembre 2025).
- Une **corrélation forte** entre prix alimentaires et prix des produits hygiéniques, indiquant que les ménages subissent une pression cumulée sur leur budget de base.

VII. CONCLUSION

L'analyse de l'évolution des prix des produits de première nécessité en Haïti sur la période du Conseil Présidentiel de Transition (mai 2024 – janvier 2026) met en évidence une **dégradation profonde et durable des conditions économiques des ménages**, résultant d'une inflation structurelle persistante et insuffisamment maîtrisée.

Les principaux enseignements de l'étude peuvent être synthétisés comme suit :

1. **Inflation généralisée et soutenue**

Les produits alimentaires et hygiéniques essentiels ont enregistré des hausses cumulées comprises entre **55 % et plus de 83 %**, dépassant largement les capacités d'adaptation des ménages. Cette inflation affecte de manière disproportionnée les populations à faibles revenus, fortement dépendantes des marchés pour leur subsistance quotidienne.

2. **Érosion accélérée du pouvoir d'achat et vulnérabilité accrue des ménages**

Les ménages urbains et périurbains consacrent désormais **plus de 60 % de leurs revenus** à l'alimentation et à l'hygiène, au détriment d'autres besoins fondamentaux tels que la santé, l'éducation, le logement et le transport. Cette situation accentue la précarité économique et limite les capacités de résilience des familles.

3. **Pression sévère sur la sécurité alimentaire et sanitaire**

La hausse continue des prix a conduit à une réduction significative de la quantité, de la diversité et de la qualité des aliments consommés, ainsi qu'à une diminution de l'accès aux produits d'hygiène de base. Ces dynamiques augmentent les risques de malnutrition, de maladies hydriques et de dégradation des conditions sanitaires, en particulier chez les enfants, les femmes et les personnes âgées.

4. **Facteurs structurels et conjoncturels aggravants**

L'inflation observée s'explique par une combinaison de facteurs interdépendants, notamment la dépréciation persistante de la gourde, l'insécurité généralisée, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, les coûts élevés du transport et la forte dépendance du pays aux importations de biens essentiels.

5. **Inégalités territoriales renforcées**

Bien que la hausse des prix soit généralisée à l'échelle nationale, son impact est plus sévère dans les zones urbaines densément peuplées et dans certaines zones rurales isolées, où les contraintes logistiques et sécuritaires amplifient les coûts. Ces disparités accentuent les inégalités socio-économiques existantes entre les territoires.

En définitive, la période du Conseil Présidentiel de Transition met en lumière la **fragilité structurelle de la protection des consommateurs finaux** et l'urgence de politiques publiques cohérentes, fondées sur des données probantes, afin de limiter les effets sociaux de l'inflation et de préserver la dignité et les droits économiques des populations les plus vulnérables.

VIII. RECOMMANDATIONS

Au regard des constats issus de cette analyse, les recommandations suivantes sont formulées afin d'atténuer l'impact de l'inflation sur les consommateurs finaux et de renforcer durablement la résilience économique et sociale des ménages haïtiens :

8.1. Renforcement des mécanismes de protection sociale

- Mettre en place ou élargir des **programmes d'assistance alimentaire ciblée**, prioritairement destinés aux ménages urbains et périurbains à faibles revenus.
- Développer des **transferts monétaires ou subventions ciblées** pour l'acquisition des produits alimentaires et hygiéniques de première nécessité.
- Intégrer systématiquement les données de suivi des prix dans les dispositifs de protection sociale afin d'ajuster rapidement les interventions.

8.2. Stabilisation des prix et régulation du marché

- Instituer un **mécanisme national permanent de suivi et d'alerte des prix** des produits essentiels, couvrant l'ensemble des départements.

- Renforcer la **transparence et la concurrence** sur les marchés afin de limiter les pratiques spéculatives et les hausses injustifiées.
- Engager un dialogue structuré avec les importateurs, grossistes et distributeurs pour négocier des **mesures temporaires de stabilisation des prix** sur les biens de première nécessité.

8.3. Soutien à la production locale et réduction de la dépendance aux importations

- Promouvoir activement l’**agriculture urbaine et périurbaine**, notamment pour les produits alimentaires de base à forte consommation.
- Appuyer les **coopératives agricoles et les petits producteurs** à travers l’accès aux intrants, au crédit et aux marchés.
- Encourager la transformation locale afin de réduire les coûts liés à l’importation et au transport.

8.4. Amélioration de la logistique et des chaînes d’approvisionnement

- Faciliter le transport sécurisé des produits alimentaires et hygiéniques vers les zones rurales et périurbaines.
- Réduire les contraintes douanières et les coûts logistiques qui contribuent à la hausse des prix.
- Mettre en place des corridors logistiques prioritaires pour les biens essentiels en période de crise.

8.5. Renforcement de l’information, du suivi et de l’analyse

- Publier régulièrement des **bulletins de suivi des prix**, accessibles aux autorités, aux organisations de la société civile, aux médias et aux partenaires techniques et financiers.
- Développer des outils numériques de collecte et d’analyse de données afin d’anticiper les chocs inflationnistes et d’orienter les décisions publiques.

8.6. Sensibilisation et éducation économique des ménages

- Promouvoir des actions de **sensibilisation à la gestion rationnelle du budget familial** dans un contexte inflationniste.
- Encourager des pratiques d’hygiène adaptées et économes afin de préserver les standards sanitaires malgré la hausse des prix.

Ces recommandations visent à articuler **des réponses immédiates de protection des ménages** avec **des réformes structurelles** destinées à stabiliser les marchés, réduire la vulnérabilité économique et renforcer la résilience des consommateurs finaux dans un contexte socio-économique marqué par une instabilité prolongée.

IX. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET SOURCES D’INFORMATION

Banque de la République d’Haïti (BRH). (2024–2026). *Bulletins trimestriels sur l’inflation, le taux de change et la conjoncture économique*. Port-au-Prince : BRH.

Institut Haïtien de Statistique et d’Informatique (IHSI). (2024–2025). *Indice des Prix à la Consommation (IPC)*. Port-au-Prince : IHSI.

Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA). (2024–2025). *Bulletins de suivi des marchés et de la sécurité alimentaire*. Port-au-Prince : CNSA.

OCHA – Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies. (2024–2025). *Situation humanitaire en Haïti : déplacements internes et insécurité*.

Programme Alimentaire Mondial (PAM / WFP). (2024–2025). *Haiti Market Price Monitoring & Food Security Updates*. Rome : WFP.

FAO – Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture. (2024–2025). Banque mondiale. (2024). *Haïti : inflation, pauvreté et vulnérabilité des ménages urbains*. UNICEF Haïti. (2024–2025). *Impacts de la crise économique et sécuritaire sur les enfants et les ménages*. Port-au-Prince.

Save the Children. (2024–2025). *Market and Household Vulnerability Assessments – Haïti*.

Observations directes et enquêtes de marchés locaux. (2024–2026).